



Résultats de la consultation lancée sur la plateforme de participation citoyenne « ouchariko.ma » sur les jeunes NEET

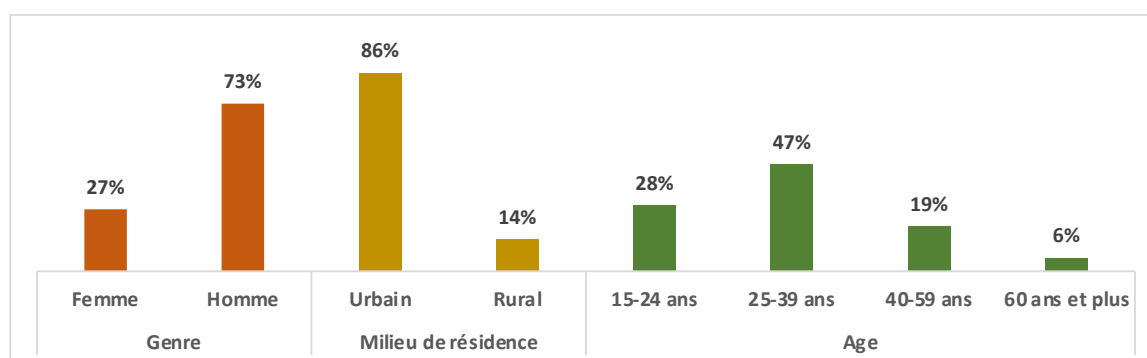
Dans le cadre de l'auto-saisine sur «Les jeunes NEET: Quelles perspectives d'inclusion socio-économique?», le CESE a initié une consultation citoyenne à travers sa plateforme « Ouhariko » entre le 8 septembre et le 29 octobre 2023, sollicitant la contribution des citoyen.e.s. Par ailleurs, un nombre important d'internautes a interagi activement en publiant des commentaires sur la page du CESE sur divers réseaux sociaux.

Le nombre d'interactions a atteint 35396, dont 1266 réponses et 188 commentaires sur les réseaux sociaux du CESE.

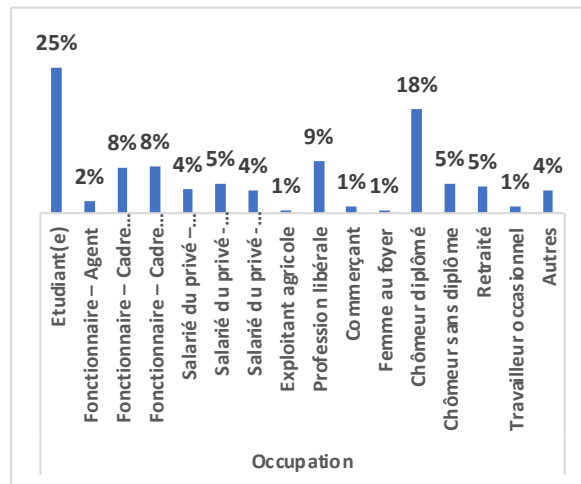
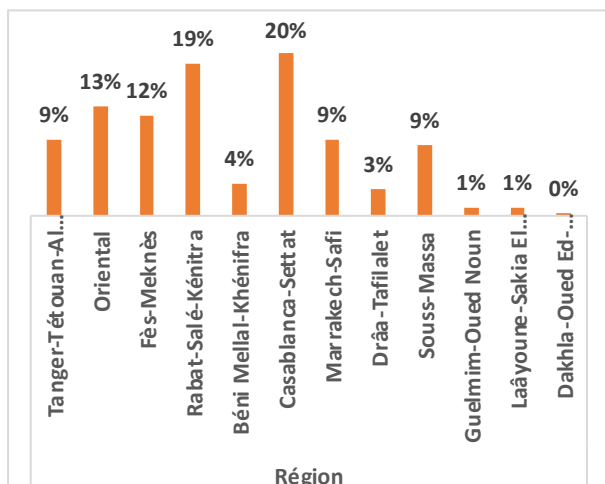
Caractéristiques du groupe de répondants à la consultation citoyenne

Les répondants à la consultation citoyenne relative au sujet des jeunes NEET représentent majoritairement une population citadine (86%), tandis que la population rurale ne représente que 14%. En termes de répartition par genre, les hommes ont constitué 73% du nombre total, soit trois fois celui des femmes.

La population des répondants est composée de deux tranches d'âge majeures : 25-39 ans (47%) et 15-24 ans (28%). Le nombre de répondants restant est réparti sur les tranches d'âge suivantes : 40-59 ans (19%), et 60 ans et plus (6%).



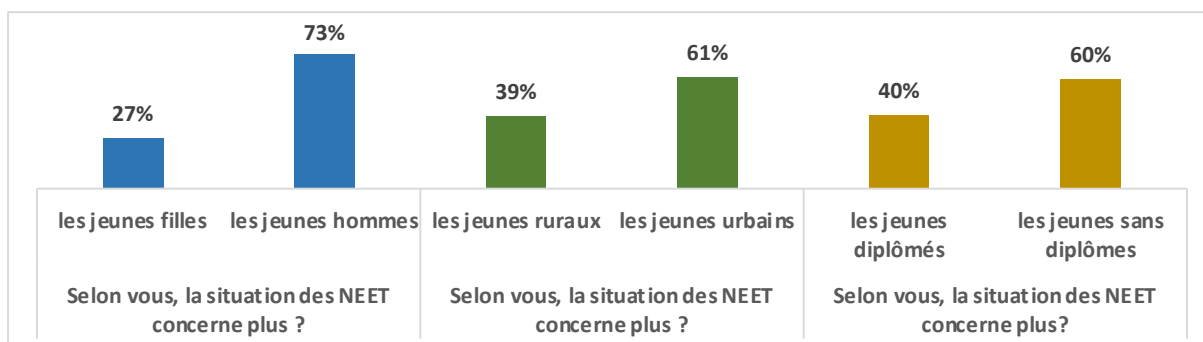
Les répondants sont constitués majoritairement d'étudiants (25%), de chômeurs (18%), de professions libérales (9%) et de fonctionnaires (16%), et près de deux tiers d'entre eux sont concentrés dans les régions de Casablanca-Settat (20%) et Rabat-Salé-Kénitra (19%), l'Oriental (13%) et Fès-Meknès (12%).



Points saillants de la consultation citoyenne

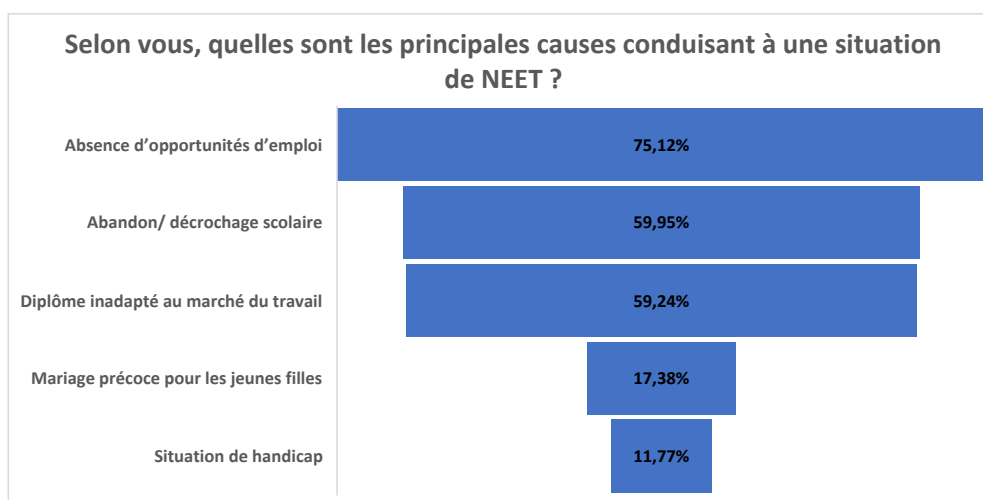
Les répondants à la consultation citoyenne sont constitués à hauteur de 63% de personnes qui ne se considèrent pas appartenir à la catégorie des NEET. Cependant 83% parmi les répondants ont plusieurs jeunes NEET dans leur entourage. Certains internautes qui ont interagi avec la consultation sur les réseaux sociaux ont recommandé de recenser les jeunes se trouvant dans cette situation, et d'explorer les différentes facettes et composantes du problème pour mieux l'appréhender et le surmonter. Ce point a également été souligné dans les contributions écrites sur la plateforme Ouchariko, considérant qu'« il faut commencer par poser des diagnostics des réalités socio-économiques des NEET au niveau local, d'une façon volontaire (...) afin d'évaluer le potentiel des jeunes, identifier les ressources et mettre la main sur leurs vrais défis ».

Près des trois quarts (73%) des répondants considèrent que les hommes sont plus concernés par le statut de jeunes NEET que les femmes, et près des deux tiers (61%) pensent que ce sont les jeunes urbains qui sont touchés par cette situation. Les répondants estiment également, à hauteur de 60%, que les NEET sont des jeunes non diplômés. D'ailleurs, de nombreux internautes ont tenu, dans leurs commentaires sur la page du CESE dans les réseaux sociaux, à souligner la distinction entre la catégorie des NEET et celle des diplômés chômeurs, considérant que l'insertion sociale et professionnelle de ces derniers doit être priorisée.



S'agissant des causes qui conduisent à la situation de NEET, les répondants ont pointé du doigt d'abord les difficultés inhérentes à l'insertion professionnelle. Ils mettent en cause à ce propos l'absence d'opportunités d'emploi (75,12%), mais considèrent en même temps que les diplômes ne sont pas adaptés au marché du travail (59,24%). Les raisons liées aux ruptures dans les parcours individuels sont également invoquées. Ainsi, un peu plus de la moitié des répondants (59,95%) considèrent que l'abandon scolaire conduit à la situation de NEET, et près d'un participant sur cinq (17,38%) invoque le mariage précoce des filles parmi les principales causes de ce phénomène. Toutefois, 11,77% des répondants considèrent que la situation de handicap peut conduire à la situation de NEET. Le problème des addictions a également été soulevé dans les commentaires des internautes sur les pages du CESE sur les réseaux sociaux, ainsi que dans les contributions écrites sur la plateforme Ouchariko, le considérant comme l'une des causes du décrochage scolaire ».

Il est à noter que lors d'un atelier sur le sujet des jeunes NEET organisé par le CESE a au profit des jeunes parlementaires du Maroc, le décrochage scolaire est arrivé en tête des causes conduisant à la situation de NEET, suivi de l'absence d'opportunités d'emploi, de l'inadaptation des diplômes avec les besoins du marché du travail, de la situation de handicap et enfin du mariage précoce des filles.



Une majorité écrasante des répondants, représentant la part de 78%, ignore l'existence de programmes publics ou d'initiatives de la société civile destinés à soutenir les jeunes NEET, et seulement 22% des répondants ont connaissance de ces programmes et initiatives.

Parmi les programmes cités par les répondants, ceux dédiés à l'entrepreneuriat se placent en tête, représentant 43,75 % des occurrences. Des initiatives comme Forsa (22,06%), Intelaka (7,35%), ou plateformes jeunes (4,41%) se distinguent particulièrement.

Les programmes sociaux totalisent 33,45% des occurrences, avec en tête l'INDH (27,57%), suivie de l'Entraide nationale et de la Fondation Mohammed V.

Parmi les programmes liés à l'emploi (25,74%), Awrach se distingue particulièrement avec 18,38% des occurrences. Il convient de souligner que le programme de placement à l'étranger de l'ANAPEC est ressorti dans l'une des réponses spontanées à cette question. La migration

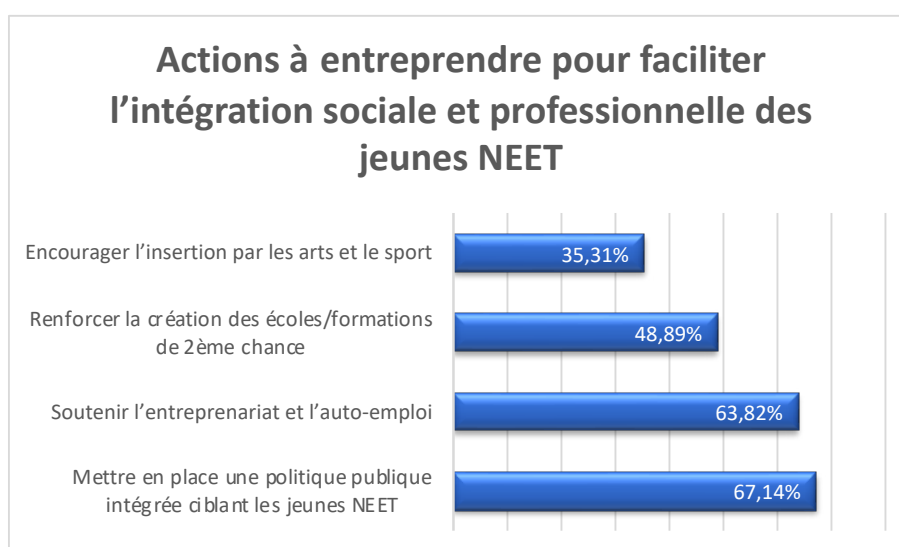
comme solution pour les jeunes NEET a également été évoquée par certains internautes qui ont interagi avec la consultation sur les pages du CESE sur les réseaux sociaux.

Les programmes liés à la formation totalisent 15,07% des occurrences, dont la moitié concerne l'école la deuxième chance (7,35%), suivie de la formation professionnelle et la formation en alternance.

Les répondants ont également cités des programmes ou des initiatives portées par des associations (12,13%) ou par des organismes internationaux (8,46%). On peut citer, à titre d'exemple, concernant cette catégorie, l'UE, l'OIM, l'USAID, la GIZ, le British Council, l'AFD, ou Enabel ou Oxfam.

Il est à souligner que le service militaire a été mentionné dans les commentaires comme programme à même de soutenir les jeunes NEET. Des internautes ont également suggéré cette solution dans leurs commentaires sur la page du CESE dans les réseaux sociaux, le considérant comme une solution pour « éclairer le chemin de ceux ayant rencontré des problèmes dans leur parcours scolaire » ou bien « pour ceux en quête de leur place ou de leur rôle dans la vie sociale ».

En matière d'actions à entreprendre pour faciliter l'intégration sociale et professionnelle des jeunes NEET, les répondant ont placé en tête de leurs réponses la mise en place d'une politique publique intégrée ciblant les jeunes NEET (67,14%). Près des deux tiers (63,82%) préconisent de soutenir l'entrepreneuriat et l'auto-emploi. Un peu moins de la moitié d'entre eux (48,89%) considèrent qu'il faudrait renforcer la création d'écoles et de formations de 2^{ème} chance. Enfin, pour 35% des répondants, il est approprié de favoriser l'insertion des jeunes NEET à travers les arts et le sport. À ce propos, on peut lire dans l'une des contributions écrites sur la plateforme Ouchariko que « globalement, il y a un manque d'activités parascolaires au sein des établissements scolaires, et qu'il faut créer un environnement propice à l'épanouissement de l'élève afin de l'inciter à trouver du plaisir à se rendre à l'école ».



Toujours dans le cadre des actions à entreprendre, il est intéressant de rappeler que le CESE a reçu d'autres propositions d'actions sur ses réseaux sociaux. Les internautes qui ont interagi avec la consultation sur les pages du CESE sur les réseaux sociaux ont opté pour un classement sensiblement différent de celui révélé par les résultats du questionnaire. Ainsi, les thématiques liées à la formation arrivent en tête des commentaires (28,19%), suivies de l'emploi (13,83%) et de l'entrepreneuriat (7,45%).

Concernant la formation, les commentaires ont porté aussi bien sur l'importance de maintenir les jeunes dans le système scolaire ou de les y réintégrer, que sur la nécessité de mettre en place des dispositifs de deuxième chance, ainsi que des formations professionnelles dans des domaines porteurs. Les conditions matérielles, aussi bien des formateurs que des apprenants, ont également émergé parmi les recommandations.

Pour ce qui est de l'emploi, les internautes ont principalement mis en avant la nécessité de soutenir les initiatives, qu'elles soient privées ou publiques, à même de créer davantage d'opportunités d'emplois pour les jeunes. Cependant, ils ont également souligné l'importance de veiller au respect de la réglementation et de garantir des conditions de travail décentes. Certains internautes ont avancé qu'il serait pertinent d'adapter les programmes d'emploi aux besoins spécifiques de chaque région, mettant ainsi l'accent sur la nécessité de territorialiser ces initiatives. De plus, certains commentaires ont suggéré que l'encouragement et la promotion de l'emploi devraient s'accompagner de la mise en place d'indemnités chômage.

Ces propositions ont été confirmées par la majorité des jeunes parlementaires du Maroc, lors de leur participation à un atelier organisé par le CESE sur le sujet des jeunes NEET, qui avait considéré que l'éducation, la formation et le soutien à l'entrepreneuriat sont les mesures prioritaires à actionner afin d'assurer l'insertion socio-professionnelle des jeunes NEET.